

**Jeudi 2 octobre 2014**

**Communiqué de presse**

**Karine Berger, secrétaire nationale à l'économie, à la fiscalité et aux comptes publics**

### **Projet de loi de finance : engagements tenus**

Loin de déraper, les finances publiques restent très contrôlées puisque la dépense diminuera de 21 milliards d'euros en 2015, après 15 milliards en 2014 et dans la stricte ligne d'une baisse de 50 milliards des dépenses publiques d'ici 2017. Il convient de rappeler, à titre de comparaison, qu'entre 2007 et 2012 les dépenses publiques ont augmenté de 35 milliards.

Cette réduction des dépenses est absolument nécessaire afin d'alléger le poids de la dette publique, qui a augmenté de 1000 milliards entre 2002 et 2012, pour s'établir à 2000 milliard d'euros environ aujourd'hui.

En outre, la maîtrise des dépenses ne s'accompagne en aucun cas d'un renoncement aux réformes progressistes du quinquennat puisque les missions prioritaires du gouvernement ont vu leurs budgets augmenter : l'éducation a bénéficié d'une augmentation de 1,5 milliard d'euros. La justice et le logement ont chacun bénéficié d'une augmentation de 100 millions d'euros de budget.

Toutefois, dans un contexte de faible croissance et d'inflation quasi-nulle en Europe, le gouvernement affiche son souci de ne pas casser la dynamique économique. Comme s'y est engagé le président de la République, nous ne réduisons pas les déficits à marche forcée si cela doit avoir un impact négatif sur la croissance.

Ainsi, afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages et dans le respect de la justice sociale, la première tranche de l'impôt sur le revenu sera supprimée. Cela fera sortir de l'impôt 3 millions de ménages alors que 6 millions de ménages supplémentaires verront leurs impôts baisser en 2015 par rapport à 2014. De plus, le secteur de la construction sera soutenu par diverses mesures fiscales en faveur du logement.

Le Parti socialiste soutient ce budget responsable et respectueux des engagements du gouvernement pour soutenir la croissance. C'est maintenant au niveau européen que la bataille doit être menée, à M. Juncker de respecter ses engagements.